

# REGARDS ÉCONOMIQUES



N° 30 - Juin 2016

## LÉGÈRE AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT PAR MÉNAGE EN 2015

La publication des résultats détaillés des comptes nationaux par l'Insee le 30 mai dernier est l'occasion pour nous de revenir sur l'évolution du pouvoir d'achat par ménage \*.

Après avoir quasiment stagné en 2014 (- 0,1 %) et reculé en 2011 (-0,7 %), 2012 (- 1,7 %) et 2013 (- 1,2 %), le pouvoir d'achat par ménage progresse de 0,9 % en 2015, une hausse qui n'avait plus été observée depuis 2007. Ces quatre années de recul expliquent probablement en grande partie le décalage exprimé par les ménages entre ressenti et statistique nationale et notamment l'impression de baisse de son pouvoir d'achat.

En effet, malgré le rebond observé en 2015, le pouvoir d'achat par ménage n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise (2008). N'oublions pas par ailleurs que cette mesure correspond à une moyenne nationale qui recoupe donc nécessairement des réalités très différentes (évolution de salaires

différente, forte augmentation des impôts locaux ou non, utilisation du véhicule ...).

Si on s'intéresse maintenant au niveau agrégé et donc si on regarde l'évolution du pouvoir d'achat des ménages \*, la progression est plus importante : + 1,6 % en 2015.

Cette progression est pour moitié liée à la chute des prix des matières premières énergétiques et notamment du prix du pétrole (d'une manière générale, les prix ont reculé de 0,2 % en 2015). Les ménages ont consacré l'essentiel de ce surplus de pouvoir d'achat à consommer, l'épargne des ménages restant quasiment stable (14,5 % contre 14,4 % en 2014). Les dépenses de consommation des ménages progressent ainsi de 1,3 % après une timide augmentation en 2014 (+ 0,8 %).

En 2016, l'Insee prévoit une évolution similaire (+1,7 %) à la faveur d'une hausse du revenu disponible brut de 2,0 % et d'une progression des prix toujours modérée (+ 0,3 %).



### ZOOM

\* Le calcul de l'évolution du pouvoir d'achat par ménage permet de rendre compte de l'augmentation de la population française et du nombre de ménages et ainsi d'approcher plus finement les situations individuelles. L'évolution du pouvoir d'achat des ménages est davantage utile lorsqu'on cherche à évaluer l'impact d'une hausse ou d'une baisse du pouvoir d'achat sur le PIB.

### QUELQUES CHIFFRES:

**2 181,0 Mds €**

PIB France 2015

**0,06 %**

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin avril)

**2 097 Mds€**

95,7 % du PIB  
Dettes publiques  
(fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2015)

**-49,0 Mds€**

Balance commerciale (douze derniers mois à fin avril 2016)

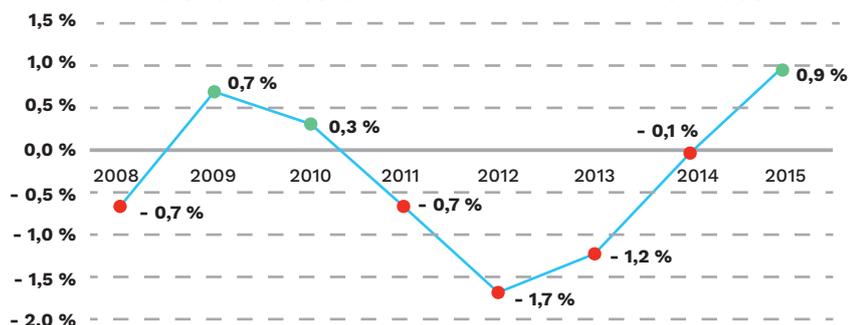
**10,2 %**

Chômage au sens du BIT  
(1<sup>er</sup> trimestre 2016)

**1 243 Mds€**

56,8 % du PIB  
Dépenses publiques 2015

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES DEPUIS 2008



# AMÉLIORATION SUR LE FRONT DE L'EMPLOI



## PRÉVISION CROISSANCE

Après la publication des résultats du premier trimestre 2016, l'Insee fait un point sur ses prévisions de croissance pour l'année. Après un premier trimestre dynamique où le PIB a progressé de 0,6 % (contre 0,4 % anticipé), l'Insee ajuste ses prévisions de croissance à la hausse. Le PIB français devrait croître de 1,6 % en 2016 soit une légère accélération par rapport à 2015 (+ 1,2 %).

Cela se traduirait par une amélioration notable sur le marché de l'emploi (+ 210 000 emplois créés en 2016) et une baisse de 0,4 point du taux de chômage au sens du BIT (9,8 % de la population active à la fin de l'année contre 10,2 % à la fin du premier trimestre 2016).

## ENTREPRISES

### Climat des affaires

Le climat des affaires gagne un point en mai 2016 (102) se situant ainsi au-dessus de son niveau de long terme (100). L'indicateur gagne 4 points dans le commerce de détail et 2 points dans les services. Il stagne dans le secteur du bâtiment après la forte hausse du mois d'avril (+ 3 points). L'indicateur de retournement conjoncturel passe en zone favorable après deux mois dans la zone indiquant une conjoncture incertaine.

### Consommation des ménages

En avril 2016, la consommation en biens des ménages est quasi stable (- 0,1 %), la hausse des dépenses énergétiques (+ 0,9 %) et des dépenses en biens fabriqués (+ 0,3 %) compensant la baisse des dépenses alimentaires (- 1,2 %).

A noter que l'évolution des dépenses de consommation des ménages en biens en mars 2016 est fortement rehaussée (+ 1,1 % contre + 0,2 % estimée initialement).



### CONTACTS :

Gérard Mardine,  
secrétaire national en  
charge du secteur  
Économie et Industrie,  
Développement  
durable, RSE, Logement  
gerard.mardine@cfecgc.fr

Service Économie  
Anne Bernard,  
Justine Vincent  
Francine Didier,  
Kevin Gaillardet  
kevin.gaillardet@cfecgc.fr

## MÉNAGES

### Confiance des ménages

Après s'être stabilisé en avril (94), l'indicateur de confiance des ménages rebondit fortement (+ 4 points ; 98) et retrouve un niveau proche de sa moyenne de long terme (100).

Les indicateurs mesurant la perception des ménages quant à leur niveau de vie, passé et futur, s'améliorent grandement (+ 10 et + 9 points) retrouvant des niveaux proches de leur moyenne de long terme.

Autre changement notable, les craintes des ménages de voir augmenter le chômage chutent de façon spectaculaire. Elles passent ainsi sous leur moyenne de long terme et atteignent leur plus bas niveau depuis juin 2008 allant de pair avec la baisse récente du nombre de demandeurs d'emploi enregistré par la DARES.

## CHÔMAGE

Après la baisse enregistrée au mois de mars (- 1,6 %), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de nouveau en avril (-0,6 %). Sur un an, il est en baisse (- 0,6 %) pour la première fois depuis septembre 2008 ce qui marque une amélioration notable de la situation. Cette embellie reste cependant à nuancer étant donnée l'ampleur de la hausse depuis cette période (+ 67 % par rapport à septembre 2008).

En tenant compte des catégories A, B et C, la baisse est légèrement supérieure sur un mois (- 1,0 % ; - 57 000 personnes). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi reste en revanche en hausse (+ 1,1 %). En France métropolitaine, toutes les catégories d'âge connaissent une baisse en avril. La catégorie des 50 ans et plus reste la plus touchée sur un an (+ 6,4 %).

### MAISON DE LA CFE-CGC

59 rue du Rocher  
75008 Paris  
+33 (0)1 55 30 12 12  
www.cfecgc.org